

Doc. 11378
17 septembre 2007

La situation d'Aung San Suu Kyi

Proposition de résolution
présentée par Mme Ojulang et plusieurs de ses collègues

La présente proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

La démocratie et les droits de l'homme demeurent les valeurs essentielles du Conseil de l'Europe. Celui-ci se doit de les promouvoir partout où elles sont bafouées. Aujourd'hui, le Conseil de l'Europe doit réaffirmer son attachement à la démocratie, à la défense des droits de l'homme et à l'Etat de droit en Birmanie en décidant d'étudier la situation d'Aung San Suu Kyi.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) décide d'étudier la situation dans laquelle se trouve actuellement le prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi.

Figure emblématique de l'opposition birmane à la dictature militaire, partisane d'actions non violentes et Secrétaire générale de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), Aung San Suu Kyi est actuellement l'une des prisonnières politiques les plus célèbres du monde.

Emprisonnée ou placée en résidence surveillée depuis 1989, Aung San Suu Kyi a reçu le prix Sakharov et le prix Rafto (1990), le prix Olof Palme (2005) et le prix Nobel de la paix en 1991 pour son engagement politique en Birmanie.

Après qu'elle ait remporté, à la tête de son parti, les élections générales en 1990 et qu'elle s'apprêtait à prendre ses fonctions de Premier ministre, la junte militaire a annulé les élections. Depuis cette date, elle est devenue la principale opposante au régime birman.

Aung San Suu Kyi a subi de nombreuses pressions physiques et psychologiques. Hospitalisée à plusieurs reprises à la suite de conditions de détention insalubres, elle et ses partisans ont été attaqués par des groupes paramilitaires proches du pouvoir lors de leurs rares moments de liberté.

Elle a joui d'une liberté surveillée entre 1995 et 2000. En 1997, elle n'a pas pu voir son mari, atteint d'un cancer (décédé en 1999), après qu'on lui ait refusé l'entrée sur le territoire birman. Elle-même a refusé de quitter la Birmanie, de peur de ne plus être autorisé à y revenir. Elle reste toujours séparée de ses enfants qui vivent au Royaume-Uni.

Aung San Suu Kyi vit quasiment isolée du monde. Outre que sa ligne téléphonique soit coupée et que son courrier soit filtré, ses rencontres avec des personnalités officielles internationales sont quasiment inexistantes. Seul Ibrahim Gambari, Sous-secrétaire général des Nations-Unies a pu s'entretenir avec elle en novembre 2006, deux ans après que l'Envoyé spécial des Nations, Razali Ismail, se soit vu refuser l'entrée sur le territoire birman.

A 62 ans, Aung San Suu Kyi est en résidence surveillée depuis onze ans. Chaque jour, elle est un peu plus affaiblie et isolée. Le 14 mai 2007, une lettre signée par 57 personnalités dont les anciens Présidents des Etats-Unis Jimmy Carter et Bill Clinton, l'ancien président tchèque Vaclav Havel et l'ancien Président de la Commission européenne Jacques Delors, ont appelé la Birmanie à sa libération. Le 15 septembre 2007, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a d'ailleurs décidé de placer la Birmanie à l'ordre du jour de ses discussions.

Le Conseil de l'Europe et son Assemblée parlementaire ne peuvent rester insensibles à la situation d'Aung San Suu Kyi et doivent s'impliquer dans ce combat pour exiger sa libération.

L'APCE se doit donc d'étudier ce problème d'une manière approfondie et d'oeuvrer à la libération d'Aung San Suu Kyi.

Signé¹:

OJULAND Kristiina, Estonie, ADLE
AZZOLINI Claudio, Italie, PPE/DC
BERCEANU Radu Mircea, Roumanie, PPE/DC
BJARNADÓTTIR Guðfinna S., Islande, GDE
Van den BRANDE Luc, Belgique, PPE/DC
ČURDOVÁ Anna, République tchèque, SOC
FOSS Per-Kristian, Norvège, PPE/DC
HAJIYEVA Gultakin, Azerbaïdjan, PPE/DC
HÖRSTER Joachim, Allemagne, PPE/DC
HURSKAINEN Sinikka, Finlande, SOC
LINDBLAD Göran, Suède, PPE/DC
LUNDGREN Kerstin, Suède, ADLE
MERCAN Murat, Turquie, PPE/DC
NĚMCOVÁ Miroslava, République tchèque, GDE
de PUIG Lluís Maria, Espagne, SOC
TEKELİOĞLU Mehmet, Turquie, PPE/DC
TOMLINSON, Royaume-Uni, SOC

¹ SOC: Groupe socialiste
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe des démocrates européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
NI: non inscrit dans un groupe